



**LA MAYENNE**  
Le Département

LE PRÉSIDENT



LAVAL, le 1<sup>er</sup> octobre 2018

**Monsieur Philippe HENRY**  
**Président**  
**Communauté de communes du Pays de**  
**Château-Gontier**  
**23 PLACE DE LA REPUBLIQUE**  
**53200 CHATEAU GONTIER**

REÇU LE

- 8 OCT. 2018

SERVICES TECHNIQUES

Monsieur le Président, *Philippe Henry*

*Par correspondance reçue le 10 juillet 2018, vous sollicitez l'avis du Département sur le projet de schéma de cohérence territoriale de la Communauté de communes du Pays de Château-Gontier, conformément à l'article L. 143-20 du Code de l'urbanisme.*

*J'ai l'honneur de vous informer que je prends acte des éléments transmis dans les différents documents composant le SCoT (rapport de présentation, projet d'aménagement et de développement durable, document d'orientation et d'objectifs, bilan de concertation) sans que cela puisse préjuger d'un quelconque engagement financier du Département à l'égard des projets présentés.*

*Je souhaite également vous faire part d'un certain nombre de remarques précises que vous trouverez dans l'annexe ci-jointe.*

*Mes services restent à votre disposition pour toute information complémentaire.*

*Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments très distingués et les meilleurs.*

*Philippe Henry*

*Olivier Richefou*

**Olivier RICHEFOU**

Hôtel du Département  
39 rue Mazagran  
CS 21429  
53014 LAVAL CEDEX

N/réf. : NB  
PJ : 1 annexe

☎ 02 43 59 96 91  
☎ 02 43 59 96 57  
✉ [nadia.bazureau@lamayenne.fr](mailto:nadia.bazureau@lamayenne.fr)

[www.lamayenne.fr](http://www.lamayenne.fr)

Copie pour information à :

- Mme Valérie HAYER, Vice-Présidente du Conseil départemental et conseillère départementale du canton d'Azé
- Mme Odile GOHIER, Conseillère départementale du canton de Château-Gontier
- M. Vincent SAULNIER, Conseiller départemental du canton de Château-Gontier
- M. Michel HERVÉ, Conseiller départemental du canton d'Azé





**LA MAYENNE**  
Le Département

DIRECTION DE L'ANIMATION  
DES TERRITOIRES

DIRECTION DES TERRITOIRES

Dossier suivi par :  
Nadia BAZUREAU

LAVAL, le 25 septembre 2018

## OBSERVATIONS

### SCOT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHÂTEAU-GONTIER

Objet : Arrêt de projet du SCOT de la Communauté de communes du Pays de  
Château-Gontier (CCPCG)

#### **I – Projets routiers du Plan routier départemental 2016-2021**

##### a) Diagnostic

Le rapport de présentation (RP) a été réalisé avant l'approbation du *Plan routier départemental 2016-2021*. Par conséquent, il conviendrait de mettre à jour l'encart sur les projets départementaux (page 348 du RP).

##### b) Projets d'infrastructures (contournements / aménagements d'itinéraires à l'échelle départementale)

Le document d'orientations et d'objectifs (DOO) reprend les projets suivants :

- contournement Nord de Château-Gontier (page 49),
- contournement de Saint-Denis-d'Anjou (page 51),
- voie de liaison RD 274 / RD 114 à Ampoigné (page 51),
- finalisation de la mise à 2x2 voies complète de la RN 162 entre Laval et Angers (page 49).

Ces opérations sont identifiées au *Plan routier départemental 2016-2021*.

Pour rappel, le projet de voie de liaison RD 274 / RD 114 à Ampoigné serait à maîtrise d'ouvrage intercommunale et le projet de contournement de Saint-Denis-d'Anjou à maîtrise d'ouvrage communale ou intercommunale.

Pour information, le Département est actuellement en discussion avec l'État en vue du déclassement de la RN 162.

Hôtel du Département  
39 rue Mazagran  
CS 21429  
53014 LAVAL CEDEX

☎ 02 43 59 96 91  
☎ 02 43 59 96 57  
✉ [nadia.bazureau@lamayenne.fr](mailto:nadia.bazureau@lamayenne.fr)

[www.lamayenne.fr](http://www.lamayenne.fr)

.../...

### c) Aménagements d'itinéraires

À la page 49, le DOO reprend les emplacements réservés longitudinaux, définis le long des routes départementales dans le cadre du *Plan routier départemental 2016-2021*. Deux autres itinéraires doivent être ajoutés :

- RD 1 : itinéraire Château-Gontier / Quelaines-Saint-Gault,
- RD 267 : itinéraire RN 162 / Ménil.

Concernant le paragraphe traitant des travaux d'amélioration du réseau des routes départementales, afin d'élargir son champ d'action, sa rédaction pourrait être revue de la manière suivante : « Afin de permettre et d'anticiper l'aménagement des routes départementales existantes, nécessitant une amélioration au regard de l'analyse des flux routiers actuellement observés et d'une vision prospective, des emplacements réservés longitudinaux seront inscrits dans les communes dotées d'un Plan local d'urbanisme afin de sécuriser ces itinéraires et les redimensionner suivant l'usage final désiré. »

## **II – Forme des extensions urbaines**

Afin de ne pas engendrer une urbanisation linéaire le long des routes départementales, le Conseil départemental est sensible aux formes des extensions urbaines projetées. Dans ce cadre, le renouvellement urbain, l'utilisation de dents creuses et l'urbanisation en épaisseur sont à privilégier. Dans cet objectif, les orientations concernant les activités économiques (page 22 du DOO), l'habitat (pages 18, 22, 28, 29 et 34 du DOO) et le commerce (page 45 du DOO) sont en phase avec cette demande.

Dans le chapitre dédié aux extensions urbaines (page 34 du DOO), la notion d'étalement linéaire à proscrire par rapport à une urbanisation en épaisseur pourrait être mentionnée (même si celle-ci est induite par la forme urbaine encouragée).

## **III – Liaisons douces intercommunales**

### a) Voies vertes

La valorisation de la voie verte Château-Gontier/Chemazé (ex-voie ferrée) est bien mentionnée en page 64 du DOO.

Sa protection sera à assurer dans les documents d'urbanisme au titre de l'article L.151-38 du *Code de l'urbanisme*.

### b) Liaisons douces intercommunales

À la page 49 du DOO, la prescription indique que « *les travaux d'amélioration du réseau des routes départementales devraient être facilités, notamment pour améliorer la sécurité des usagers et permettre l'aménagement d'itinéraires de mobilité douce entre le cœur d'agglomération et la 1<sup>ère</sup> couronne, en cohérence avec le Plan routier départemental.* » Il conviendrait de préciser Plan routier départemental 2016-2021.

Il est rappelé que la réalisation, la maîtrise foncière et l'entretien de ces liaisons douces, le long des routes départementales, sont de compétences locales ou intercommunales.

c) Itinéraire cœur d'agglomération / Sarthe

La prescription à la page 64 du DOO signale qu' « *un itinéraire préférentiel de randonnée pédestre et cyclable reliant la Sarthe au cœur d'agglomération en passant par Saint-Denis-d'Anjou, Bierné et Châtelain devrait être identifié. La continuité de l'itinéraire doit être assurée (droits de passage, aménagements ponctuels, signalisation).* »

Pour des raisons de sécurité, cette liaison douce devra être aménagée en dehors des emprises de la RD 105.

#### **IV – Développement économique**

Le DOO indique que « *Les entreprises à vocation industrielle, les moyennes et grandes entreprises de production, et les activités liées au fret ou à la logistique doivent s'implanter en priorité dans les espaces économiques dédiés du cœur d'agglomération (ZAE Est, ZAE Nord).* »

Cette orientation est en phase avec la demande du Conseil départemental de positionner les zones d'activités économiques à proximité des axes structurants pouvant supporter le trafic poids-lourds induit.

Concernant le Parc des Alcools de Longuefuye, comme évoqué dans le « porter à connaissance » du 13 septembre 2013 adressé à la CCPCG, il est rappelé que les aménagements réalisés sur la RD 610 (alvéoles) ne sont pas suffisants au regard des caractéristiques techniques de la chaussée (largeur, hors gel,...) et l'usage qui en est fait aujourd'hui. Ainsi, une amélioration de cette route départementale est à entreprendre (prise en charge financière par la Communauté de Communes car induit par le développement économique).

#### **V -- Santé**

a) Transformation de l'offre

Il est indiqué que le département de la Mayenne compte 4 112 lits d'EHPAD, que la CCPCG en compte 297, soit 7,2 % des capacités départementales. En fait, le département compte 4 461 places d'EHPAD, dont 94 d'hébergement temporaire. La CCPCG en compte 354 dont 3 d'hébergement temporaire, soit 7,9 % des capacités départementales.

Il n'existe pas de foyer logement / résidence autonomie autorisé sur l'EPCI.

Il n'existe pas de sous-catégorie d'EHPAD, comme indiqué dans les capacités du territoire.

56 places d'USLD sont autorisées.

Il est confirmé que le renforcement des services à domicile est nécessaire compte-tenu de l'évolution des besoins, des souhaits des personnes, mais aussi de l'intérêt de concentrer la prise en charge des résidents les plus dépendants par les EHPAD.

L'évolution de l'offre autorisée sera abordée dans le cadre du plan Bien vieillir en Mayenne.

b) Santé de proximité

À la page 317, le RP précise que *« les conditions de travail des professionnels de santé en milieu rural et les faibles revenus qui en découlent, peuvent constituer un frein à de nouvelles implantations. »* Au-delà de la question des revenus, les retours des jeunes professionnels de santé font davantage cas de l'isolement et d'une crainte d'une surcharge de travail comme freins à l'installation en milieu rural.

Le RP fait état de la maison de santé de Château-Gontier. Il aurait pu être opportun de valoriser davantage cette action en rappelant que le projet de santé a reçu un avis favorable de l'Agence Régionale de Santé, lors de sa présentation, en juin dernier. D'un point de vue qualitatif, les premiers effets sont notables, avec l'intégration et la participation, dans le groupe projet, de 3 jeunes praticiens (dont d'anciens internes en médecine générale) au sein même de cette future de maison de santé.

c) Observation, prévention et prospective

Pas d'observation.

d) Démarche « Une réponse accompagnée pour tous »

Favoriser les partenariats en ayant un maillage sanitaire, médical, médico-social, social et libéral est un des objectifs poursuivis par le SCoT qui va dans le sens de la démarche « Une réponse accompagnée pour tous » et qui permet d'éviter les ruptures de parcours.

## **VI – Equipements culturels**

a) Bibliothèques

À la page 324 du RP, le chapitre « VIII.4.5 Les bibliothèques » est rédigé ainsi : *« On recense 19 bibliothèques sur l'ensemble du territoire, dont 18 bibliothèques relais. Elles sont le fruit d'une politique instaurée en 1997 et destinée à favoriser l'accès à la lecture pour tous. Les bibliothèques relais bénéficient de prêts de livres, d'informations techniques, de formations, et de l'aide d'un bibliothécaire intercommunal. »*

Il conviendrait de le réécrire de la façon suivante :

*« On recense 19 bibliothèques sur l'ensemble du territoire, dont 18 bibliothèques de proximité. Elles sont le fruit d'une politique instaurée en 1997 et destinée à favoriser l'accès à la lecture pour tous. Ces bibliothèques bénéficient de prêts de livres, d'informations techniques, de formations, provenant de la Bibliothèque départementale et de la médiathèque de Château-Gontier. Le personnel salarié de la médiathèque centrale joue un rôle de référent pour ces bibliothèques de proximité. »*

b) Autres équipements culturels

Aux pages 323-324 du RP, il est écrit : *« Entré en 2002 dans le réseau des scènes nationales, le Carré est présent sur le territoire de Château-Gontier depuis 1991, d'abord comme centre culturel puis en qualité de scène conventionnée. Cet équipement permet au territoire d'offrir un lieu de production artistique de référence nationale, notamment dans les domaines de la culture contemporaine. Il participe au développement culturel à l'échelle du Sud Mayenne. »*

Il est rappelé que le Carré a obtenu un 2<sup>e</sup> label national en 2018, celui de « centre d'art contemporain d'intérêt national ». Cette structure a également un rôle ressource territorial sur le département de la Mayenne, à partir des dynamiques

existantes autour de l'intercommunalité culturelle. Elle constitue un élément structurant majeur à l'échelle départementale, notamment par un travail en réseau non hiérarchisé avec les scènes culturelles et les lieux d'art mayennais.

Il convient également de souligner le besoin et le projet de rénovation du centre d'art du Genêteil.

Le RP précise également « *Le Conservatoire de musique, de danse et d'arts plastique, offre aux habitants de la CCPCG la possibilité de pratiquer des activités artistiques. En 2009, ce sont près de 650 élèves inscrits. Le Conservatoire de musique, de danse et d'arts plastique a présenté 44 manifestations dans le territoire de la Communauté de communes en 2009. Le territoire dispose aussi d'une école de danse regroupant plus de 200 élèves. C'est la plus grande école de danse publique de la Mayenne.* »

Si ce dernier qualificatif est fonction du nombre d'élèves, Laval Agglomération et Mayenne Communauté devancent la CCPCG. Cependant, au-delà des élèves inscrits dans les disciplines d'enseignement, il faut noter que le conservatoire réunit au total plus de 2 000 usagers réguliers.

Il peut également être souligné que dans le cadre de la politique départementale, la CCPCG a formalisé en 2018 son projet culturel de territoire (stratégie globale des différentes interventions culturelles, intégrant les apports associatifs et départementaux). Cette démarche se concrétisera par la signature avec le Département à la rentrée 2018 d'un conventionnement triennal.

## **VII – Patrimoine**

La Direction du patrimoine du Conseil départemental mène actuellement un inventaire du patrimoine des « Rives de la Mayenne » dont le périmètre concerne les deux rives de la Mayenne, tout au long des communes riveraines, sur l'ensemble du territoire départemental. L'étude concernant les patrimoines liés à la navigation (barrages, écluses, maisons éclusières), au franchissement de la rivière (ponts) et à l'industrie (moulins et minoteries, usines) est achevée. Celle portant sur l'habitat des rives de la Mayenne est en cours. La phase de repérage et de recensement s'achèvera dans le courant de l'année 2019.

L'objectif VIII.4 du DOO porte notamment sur la réalisation par les communes du territoire du Pays de Château-Gontier d'un recensement du « petit patrimoine » ; il convient de rappeler à ce sujet que tout travail d'inventaire du patrimoine doit faire l'objet d'une concertation avec la Région et le Département. Il faut préciser également que la Fondation du patrimoine (délégation départementale) aide à la préservation du patrimoine public par l'organisation d'opérations de financement participatif (crowdfunding) mais qu'elle ne réalise pas d'opérations d'inventaire, ce que pourrait laisser entendre la phrase « *Aussi, la mise en place de conventions avec la fondation départementale du patrimoine permet de soutenir ce travail...* ».

La formule « Inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques » est caduque. La forme correcte aujourd'hui est « Inscrit au titre des monuments historiques ».

## **VIII – Tourisme**

### **a) Voies vertes**

À la 146 du RP, il est mentionné que « *La voie verte se prolonge actuellement jusqu'à Chemazé, plus exactement jusqu'à la limite départementale à*

*Bourg-Philippe, puis s'interrompt brutalement. Il serait intéressant de la poursuivre jusqu'à Châteaubriant en passant par Segré (ensuite la ligne est encore en service). Pour cela, un travail avec le département du Maine et Loire est à mener. »*

Depuis la rédaction de ce RP, l'itinéraire entre Chemazé et Segré est désormais ouvert. Celui entre Segré, Pouancé et Châteaubriant devrait être rendu accessible dans le courant de l'année 2019.

b) Rivière La Mayenne et chemin de halage

À la page 144 du RP il est mentionné que *« Depuis 2015, un nouvel itinéraire baptisé La Vélo Francette® relie la Normandie (Ouistreham) à l'Atlantique (La Rochelle) en passant par le chemin de halage de la Mayenne. »*

Il convient de rappeler que, sur le territoire de la CCPCG, la rivière La Mayenne est ponctuée de 11 écluses et autant de maisons éclusières incluse dans le domaine public fluvial du Département (3 à Origné, 2 à Saint-Sulpice, 1 à Loigné-sur-Mayenne, 1 à Château-Gontier, 1 à Saint-Fort et 3 à Méné). Afin d'accompagner la fréquentation grandissante du chemin de halage désormais situé sur l'itinéraire de La Vélo Francette® comme précédemment évoqué, le Département lance régulièrement des appels à projets pour que certaines d'entre elles, non utilisées par le personnel éclusier, soient valorisées à des fins touristiques.

Cette démarche s'intègre dans la stratégie touristique expliquée à la page 63 du DOO qui consiste à *« s'inscrire dans un territoire plus grand, intégrant la vallée de la Mayenne dans sa dimension géographique (chemin de halage), et valoriser les liens avec la vallée de la Sarthe, la Loire « à vélo », et le Haut-Anjou (activité équestre, domaines et châteaux...) »*.

À la page 28 du DOO, le point III.4 Constructions dans les villages et écarts expose qu'*« en dehors des bourgs et du cœur d'agglomération, l'extension de l'urbanisation est exceptionnelle. Elle peut être admise dans les dents creuses des villages et hameaux ou pour permettre la valorisation d'un site patrimonial ou touristique. »* Cette même page du DOO cite un extrait de l'art. L 151-11 à 151-13 du code de l'urbanisme consacré aux STECAL (secteurs de taille et de capacité d'accueil limitée).

Par conséquent, afin de renforcer l'une des recommandations du DOO [*« Les initiatives locales d'accueil et d'hébergement, de valorisation des produits locaux et de loisirs doivent être favorisées sur l'ensemble du territoire. »* - page 63] il conviendrait d'en ajouter une nouvelle dont la rédaction pourrait être la suivante : *« Afin d'accompagner le développement du tourisme le long de la rivière la Mayenne et du chemin de halage, préserver les possibilités de mise en valeur à des fins touristiques des maisons éclusières. Ainsi, conformément à l'article L151-13 du Code de l'urbanisme, les documents d'urbanisme devront localiser ces sites en secteurs de taille et de capacité d'accueil limités (STECAL) afin de permettre leur valorisation (extension des constructions existantes, implantation de constructions destinées à la restauration, à l'hébergement hôtelier et touristique,...). »*